

Pourquoi Netanyahu a choisi de rompre le cessez-le-feu et de relancer la guerre

Description

A la veille de sa reprise de la guerre, Israël était acculé, le Hamas obligeant Netanyahu à honorer l'accord de cessez-le-feu qu'il avait signé. Confronté à ses problèmes politiques internes, le seul choix qu'avait Netanyahu était de faire exploser cet accord.

Par Qassam Muaddi, 18 mars 2025



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a évalué la situation sur le mont Hermon avec le Ministre de la Défense Israël Katz et l'ancien chef d'état-major de l'armée, Herzl Halevi, le 18 décembre 2024. (Photo: Bureau du Premier Ministre israélien/Images de l'APA)

Mardi matin, Israël a annoncé la [reprise de son assaut militaire contre la Bande de Gaza](#). La première vague de frappes aériennes a tué plus de 400 Palestiniens, dont 130 enfants, et blessé plus de 500 personnes, selon le Ministère de la Santé de Gaza. La Société du Croissant-Rouge palestinien a déclaré que plusieurs familles avaient été entièrement anéanties par l'assaut.

La nouvelle offensive visait également des personnalités clés des autorités administratives civiles de Gaza. Cela s'inscrit dans une nouvelle stratégie visant à saper la capacité du Hamas à gouverner Gaza en ciblant « non seulement les dirigeants militaires du Hamas, mais aussi son leadership civil », selon une source israélienne en interne qui [s'est entretenue mardi avec Haaretz](#).

Dans une déclaration, le Bureau des médias du gouvernement de Gaza a exploré les meurtres du coordonnateur de l'action gouvernementale à Gaza, Isam Daalis, du ministre adjoint à la justice, Mahmoud Hatteh, du ministre adjoint à l'intérieur, Ahmad Abu Watfeh, et du chef de la sécurité, Bahjat Abu Sultan.

Mais qu'est-ce qui explique que l'assaut israélien ait eu lieu à ce moment précis ? Et comment comprendre la décision de Netanyahu de reprendre la guerre alors qu'il subit des pressions internes pour poursuivre le cessez-le-feu afin d'obtenir la libération de plus de prisonniers israéliens ? Les circonstances entourant les négociations de cessez-le-feu en cours la semaine dernière donnent quelques réponses.

Se sortir du pétrin

La reprise des attaques israéliennes contre Gaza intervient près de deux mois après la signature d'un accord de cessez-le-feu avec le Hamas négocié par l'Égypte, le Qatar et les États-Unis. L'offensive fait également suite à plus d'un mois de tentatives infructueuses de passer à la deuxième phase de l'accord de cessez-le-feu, qui est destinée à inclure des pourparlers sur la fin de la guerre et le début de la reconstruction de Gaza en échange de la libération de tous les prisonniers israéliens restants. Depuis des semaines, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu invite [à entamer la deuxième phase de l'accord](#) et continue de faire pression pour une extension de la première phase. Ceci dans le but de libérer le plus grand nombre de prisonniers israéliens sans s'engager à mettre fin à la guerre contre Gaza.

Début mars, il a fait fermer le point de passage de Rafah et bloqué l'entrée de toute aide humanitaire à Gaza. L'impact de la fermeture a été immédiat, les prix des marchandises ont triplé dans toute la Bande de Gaza, les [boulangeries se sont retrouvées sans électricité](#), et les organisations internationales, telles que l'UNRWA, ont dû réduire l'aide fournie aux civils. Les sept hôpitaux partiellement opérationnels à Gaza ont averti qu'ils cesseraient bientôt de fonctionner en raison du manque de carburant pour alimenter leurs groupes électrogènes. L'ONU a prévenu qu'une nouvelle famine se profile pour la population d'Israël de Gaza.

Ces mesures israéliennes, qui violent les termes du cessez-le-feu, sont considérées comme une tentative israélienne de faire pression sur le Hamas pour qu'il fasse des concessions concernant la fin de la guerre à savoir renoncer au contrôle de la Bande de Gaza et reculer sur la condition d'un retrait israélien total de Gaza, en particulier du couloir de Philadelphie, le long de la frontière égyptienne. Netanyahu a opposé tout au long de la première phase du cessez-le-feu qu'il n'accepterait pas que le Hamas ou l'Autorité palestinienne jouent un rôle dans la gouvernance de Gaza après la guerre. Ce qui rend toute discussion après-guerre avec le Hamas dénuée de sens.

L'envoyé de Trump dans la région, Steve Witkoff, a également affirmé le 26 février que la poursuite de la gouvernance par le Hamas était « une ligne rouge » pour Israël et les États-Unis. Même lorsqu'un autre envoyé spécial de l'administration américaine, Adam Boehler, a rapporté que le Hamas était prêt à discuter non seulement de quitter le pouvoir, mais aussi de se désarmer à une affirmation que le Hamas n'a jamais confirmée Israël a considéré les pourparlers directs de Boehler avec les représentants du Hamas comme irrecevables.

En bref, Israël a tiré toutes les ficelles imaginables pour tenter de reporter la mise en œuvre de toutes les phases du cessez-le-feu. Mais le Hamas a mis un frein à ces plans lorsqu'il [a annoncé la semaine dernière](#) qu'il était prêt à libérer le captif israélien-américain Edan Alexander et les corps de quatre autres prisonniers israéliens décédés, cela en échange d'une « feuille de route claire pour les pourparlers sur la deuxième phase ».

Netanyahu était scandalisé, parce que le Hamas tenait Israël avec l'accord de cessez-le-feu qu'il avait signé de son plein gré. Acculé, Netanyahu a accusé le Hamas de « manipulation » et de « guerre psychologique », insistant sur le fait que le Hamas « reste ferme dans son refus et n'a pas bougé d'un pouce ». La seule façon pour lui de se sortir de ce pétrin était de faire sauter ensemble de l'accord.

Cependant, il existe également des raisons politiques internes sous-tendant la reprise des assauts israéliens.

Néotanyahou et ses alliés

Un autre aspect de la décision de Néotanyahou de reprendre la guerre concerne sa bataille interne avec le système juridique et politique israélien, ainsi que sa constellation d'alliances d'extrême-droite et leurs demandes de reprise des hostilités.

Les alliés d'extrême droite de Néotanyahou qui, jusqu'au cessez-le-feu, composaient son cabinet, considèrent le cessez-le-feu en lui-même comme une capitulation inacceptable devant le Hamas, qui devrait être renversé. Le principal allié de Néotanyahou, le ministre, intransigent, des Finances, Bezalel Smotrich, est resté dans la coalition gouvernementale malgré son opposition au cessez-le-feu. Cela afin d'assurer la stabilité du gouvernement. Son lot de consolation a été [le nouvel assaut sur la Cisjordanie](#), baptisé « Opération mur de fer ».

Mais Smotrich a également déclaré maintes reprises que Néotanyahou lui avait promis de reprendre la guerre, en s'attendant à une attaque encore plus dure et plus cruelle contre la population de Gaza qui conduirait à son déplacement massif. Néotanyahou n'a jamais nié avoir fait de telles promesses, mais même les familles des prisonniers israéliens ont accusé plusieurs reprises Néotanyahou d'être plus fidèle à ses promesses que Smotrich quant à la vie de leurs parents captifs à Gaza.

L'autre figure clé de la droite religieuse israélienne, Itamar Ben-Gvir, avait quitté le gouvernement à la suite de la signature de l'accord de cessez-le-feu. Mardi, après qu'Israël ait officiellement annoncé la reprise de la guerre, Ben-Gvir a accepté de revenir au cabinet de Néotanyahou.

Tous ces événements ont eu lieu alors que Néotanyahou continue de renforcer son contrôle sur les organes décisionnels israéliens. Après la démission de l'ancien chef d'état-major de l'armée, Herzl Halevi, Néotanyahou a nommé Eyal Zamir, décrit par les rapports israéliens comme étant suffisamment proche de Néotanyahou pour devenir le prochain chef des armées. Néotanyahou a également renvoyé le chef du service de renseignement interne, Ronen Barr, la veille de la reprise de la guerre. Barr a refusé son licenciement, ce qui ajoute à la crise politique en cours en Israël.

Cette crise politique est prévisible.

Premièrement, les dirigeants israéliens ne s'entendent pas sur la formation d'une commission d'enquête sur l'écroulement en matière de sécurité que représentent les attaques du 7 octobre. Les opposants à Néotanyahou l'accusent de tenter de manipuler sa formation pour se sortir de l'enquête, tandis que Néotanyahou accuse ses opposants de vouloir utiliser la commission pour attaquer politiquement.

Deuxièmement, Néotanyahou est lui-même confronté à de multiples accusations de corruption et un procès en attente qui continue d'être reporté en raison de la guerre.

Mardi, Ã©tait prÃ©vue une nouvelle audition de NÃ©tanyahou devant le tribunal israÃ©lien pour ses affaires de corruption, mais elle a Ã©tÃ© suspendue en raison du retour Ã la guerre.

IntÃ©rÃ©ts convergents

L'agenda politique des Ãtats-Unis pour le Moyen-Orient, et en particulier pour l'administration Trump, semblent toujours plus grand que la seule guerre israÃ©lienne contre Gaza et les jeux politiques de NÃ©tanyahou. Trump s'est engagÃ© Ã mettre fin Ã la guerre et Ã passer des accords de normalisation avec les pays arabes, en particulier avec l'Arabie saoudite. Ca n'Ã©tait plus tenable lorsque Trump insistait pour Ã« possÃ©der Gaza Ã» et en faire une Ã« Riviera Ã» une fois sa population expulsÃ©e. Steve Witkoff a alors rencontrÃ© les ministres arabes des Affaires Ã©trangÃ©res Ã Doha la semaine derniÃ©re, acceptant de prendre le plan arabe de reconstruction de Gaza sans le dÃ©placement de la population comme Ã« base Ã» pour les plans de reconstruction.

Cependant, cette vision plus large du Moyen-Orient pourrait elle-mÃªme Ãªtre une raison de la reprise de la guerre par les Ãtats-Unis. La veille de la reprise des bombardements israÃ©liens, les Ãtats-Unis ont lancÃ© une sÃ©rie de frappes contre le YÃ©men, oÃ¹ le mouvement Ansar Allah (communÃ©ment connu sous le nom de Ã« Houthis Ã») avait Ã©galement repris ses attaques contre des navires israÃ©liens et amÃ©ricains dans la mer Rouge, en rÃ©ponse au blocage de l'aide humanitaire israÃ©lienne Ã Gaza. Lundi, [Trump a directement accusÃ© l'Ãtats-Unis](#) responsable des actions d'Ansar Allah, promettant que TÃ©hÃ©ran Ã« en subira les consÃ©quences Ã».

Au milieu des tentatives en cours de redessiner la carte gÃ©opolitique du Moyen-Orient, IsraÃ©l insiste pour maintenir ses rÃ©centes prises de nouveaux territoires syriens et ses positions militaires dans le sud du Liban, les Ãtats-Unis font maintenant une dÃ©monstration de force contre l'Ãtats-Unis. L'approbation par Washington de la nouvelle campagne israÃ©lienne de bombardements doit Ãªtre comprise dans ce mÃªme contexte.

AprÃªs plus d'un an et demi d'attaque massive contre leurs vies, les Palestiniens de Gaza se retrouvent pris entre ces agendas politiques croisÃ©s. Cela se produit Ã nouveau dans un silence assourdissant de la communautÃ© internationale, pour qui les vies palestiniennes continuent d'Ãªtre sans importance.

Traduction: LG pour l'Agence MÃ©dia Palestine

Source : [Mondoweiss](#)

date crÃ©Ã©e
2025/03/20